

Brochure n° 3020

**Convention collective nationale**

IDCC : 787. – **PERSONNEL DES CABINETS D'EXPERTS-COMPTABLES  
ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES**

---

AVENANT N° 31 DU 14 NOVEMBRE 2008

RELATIF À LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : *ASET0950193M*

IDCC : 787

---

Entre :

L'ECF ;

L'IFEC,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

La CGT ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La loi de modernisation du marché du travail n° 2008-596 du 25 juin 2008 et la loi de démocratie sociale et de réforme du temps de travail n° 2008-789 du 20 août 2008 ont apporté des modifications sur différents thèmes : période d'essai, indemnité de licenciement, complément de salaire maladie, heures supplémentaires et repos compensateur.

La commission paritaire a examiné l'impact de ces nouvelles réglementations sur les articles correspondants de la convention collective.

En conséquence, les organisations syndicales décident de les modifier comme suit.

### **Article 1<sup>er</sup>**

L'article 6.1 « Période d'essai » est désormais ainsi rédigé :

« Pour les collaborateurs(trices) dont le coefficient hiérarchique est inférieur à 330, la période d'essai est de 2 mois. Cette durée est portée à 3 mois pour les cadres. Elle est portée à 4 mois pour les experts-comptables inscrits à l'ordre et commissaires aux comptes inscrits à la compagnie.

Les parties peuvent convenir, d'un commun accord, de renouveler cette période d'essai une fois et pour une durée au plus égale. Le renouvellement de la période d'essai doit être prévu dans le contrat individuel de travail.

La rupture de la période d'essai est soumise aux délais de prévenance prévus par la loi. Toutefois, le salarié qui trouve un nouvel emploi pendant la période initiale ou pendant la période de renouvellement peut quitter son emploi immédiatement sans avoir à respecter de délai de prévenance.

Le délai de prévenance commence à courir à compter de la notification de la décision de mettre fin à la période d'essai.

A la fin de la période d'essai, chaque salarié reçoit une notification de la fonction définitive qui lui est confiée, ainsi que du coefficient hiérarchique correspondant.

Toute modification ultérieure dans la classification professionnelle du salarié fera également l'objet d'une notification semblable au contrat de travail. »

### **Article 2**

L'article 6.2.1 « Indemnité de licenciement » est désormais ainsi rédigé :

« L'indemnité de licenciement est celle fixée par la loi, à savoir à la date de signature du présent avenant, 2/10 de mois par année d'ancienneté avec une majoration de 2/15 de mois par année au-delà de 10 ans. »

### **Article 3**

L'article 6.2.4.2.2 est remplacé par la rédaction suivante :

« La mise à la retraite à l'initiative de l'employeur, avant l'âge de 65 ans, dans les conditions prévues au 6.2.4.2.1 ouvre droit pour le salarié à l'indemnité de mise à la retraite prévue par la loi, à savoir à la date de signature du présent avenant, 2/10 de mois par année d'ancienneté avec une majoration de 2/15 de mois par année au-delà de 10 ans.

Le délai de prévenance est fixé à 3 mois à compter de la date d'envoi ou de remise de la lettre confirmant la décision de mise à la retraite. »

### **Article 4**

A l'article 8.2.2.5 « Conséquences de la variation de l'horaire hebdomadaire moyen, "a, heures excédant la durée moyenne annuelle" », au dernier tiret, la partie de phrase « et ouvrent droit, pour celles qui excèdent 41 heures de moyenne, au repos compensateur prévu à l'article L. 212-5-1 du même code. » est supprimée.

L'article 8.2.3.1 est supprimé.

A l'article 8.2.3.4, le 3<sup>e</sup> alinéa de « Lorsque ce contingent... » à « ... L. 212-5-1 du code du travail. » est supprimé.

### **Article 5**

Sous réserve du droit d'opposition, le présent accord entre en vigueur à compter de son dépôt effectué conformément aux dispositions légales.

Le secrétariat de la commission paritaire est mandaté pour demander l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 14 novembre 2008.

(Suivent les signatures.)